



## Conseil économique et social

Distr. générale  
13 décembre 2006  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

#### Quarante-cinquième session

7-16 février 2007

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire\*

**Suivi du Sommet mondial pour le développement  
social et de la vingt-quatrième session extraordinaire  
de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promotion  
du plein-emploi et d'un travail décent pour tous**

### **Déclaration présentée par le Fonds chrétien pour les enfants, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu le texte de la déclaration ci-après, qui est distribué en application des paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1996.

---

\* E/CN.5/2007/1.



## Déclaration

1. Pour parvenir au plein-emploi et à l'obtention par chacun d'un travail décent, c'est-à-dire d'un travail productif garantissant le respect des droits fondamentaux, un revenu adéquat et une protection sociale correcte, il importe de faire en sorte que les jeunes aient accès à de réelles possibilités d'emploi.

2. D'après l'Organisation internationale du Travail (OIT), la crise de l'emploi à laquelle se voit confrontée la jeunesse est de plus en plus grave. Les jeunes âgés de 15 à 24 ans représentent environ 41 % des chômeurs de par le monde. Le taux de chômage des jeunes est plus élevé que celui des adultes, allant souvent jusqu'au double ou au triple. L'OIT conclut qu'« un déficit mondial de possibilités d'emplois décents a entraîné une situation dans laquelle un jeune sur trois cherche du travail sans succès, a totalement renoncé à la recherche d'emploi, ou travaille pour un revenu inférieur au seuil de pauvreté (2 dollars des États-Unis par jour)<sup>1</sup> ».

3. Les jeunes se voient souvent placés « en fin de file » et n'arrivent pas à trouver de travail dans l'économie formelle. Faute de filets de protection sociale, il faut bien qu'ils travaillent d'une manière ou d'une autre pour survivre. Certains puisent des revenus dans l'économie informelle, mais l'augmentation du nombre de jeunes citadins sans emploi qui sombrent dans la petite délinquance ou dans les gangs, la prostitution et les conflits armés est de plus en plus inquiétante<sup>2</sup>.

4. Il est aussi à craindre que le travail informel ne devienne la seule option pour un grand nombre de jeunes, faisant reculer toujours plus loin la possibilité d'un travail décent pour tous. La distinction entre emploi et chômage perd peu à peu son sens, puisqu'on se trouve dans une situation caractérisée par les va-et-vient des jeunes dans le secteur informel, où aucune de ces notions ne veut rien dire<sup>3</sup>.

5. Aujourd'hui, on compte 191 millions de migrants de par le monde, dont 30 % de jeunes, contraints de quitter les zones rurales dans lesquelles ils vivent pour la ville, ou un autre pays, à la recherche de travail. Abandonnant leur foyer dans l'espoir d'une nouvelle vie, ils s'exposent à rencontrer sur leur chemin des dangers et le risque d'exploitation, mais aussi des possibilités d'éducation et de nouvelles chances. Il faut aussi noter que ces jeunes migrants envoient des sommes d'argent importantes dans leur pays d'origine.

6. Le Réseau global Action jeunesse a réalisé une enquête en ligne auprès des jeunes d'où il ressort que ceux-ci sont favorables aux programmes et politiques nationales qui permettent aux jeunes migrants d'entrer dans un pays à titre temporaire puis de retourner dans leur pays d'origine l'argent gagné et les compétences acquises.

*« Ceux qui ont eu la chance d'acquérir leur autonomie économique en migrant peuvent, lorsqu'ils reviennent, donner à d'autres les moyens de contrôler leur*

---

<sup>1</sup> OIT, *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes*, 2006; Avant-propos.

<sup>2</sup> Organisation des Nations Unies, *World Youth Report 2003: The Global Situation of Young People*, Youth Employment; 2004; p. 62, 67 et 68.

<sup>3</sup> Organisation des Nations Unies, *World Youth Report 2003: The Global Situation of Young People*, Youth Employment; 2004; p. 67 et 68.

*destinée, et limiter ainsi le risque que les jeunes quittent leur pays ou soient tentés de le quitter.* » Stephen Asek, 25 ans, Cameroun<sup>4</sup>

*« Il faut que les jeunes aient accès à un enseignement de qualité gratuit et à des possibilités d'emploi, à l'étranger et dans leur pays d'origine. La plupart, si ce n'est la totalité, de ceux qui quittent leur pays le font parce qu'ils souhaitent recevoir une meilleure éducation ou obtenir un emploi bien rémunéré. »* Andrew Kondoh, 25 ans, Sierra Leone<sup>5</sup>

7. Au vu de la gravité des motifs de préoccupation susmentionnés, on peut dire qu'à ce jour, peu de mesures cohérentes ont été prises en faveur des jeunes de ce groupe d'âge, en dépit de leur vulnérabilité face au chômage et des problèmes d'accès à l'enseignement secondaire dont ils sont souvent victimes, condamnés qu'ils sont à l'oisiveté.

8. Si des progrès ont été accomplis dans de nombreux pays pauvres au niveau de l'instruction élémentaire des enfants, les systèmes d'enseignement en place répondent souvent mal aux besoins éducatifs des jeunes. Pour de nombreux pays, l'accès des jeunes à l'enseignement secondaire, en particulier du premier cycle, demeure un défi considérable. Par ailleurs, d'après les résultats des études qui ont été effectuées, un faible niveau de chômage chez les jeunes n'exclut pas l'existence d'un marché du travail atone si un fort pourcentage de jeunes suit des études. Les politiques mises en œuvre en matière d'enseignement et de formation sont donc inextricablement liées à la structure du chômage<sup>6</sup>.

D'après le *Rapport mondial sur la jeunesse*, le travail représente pour les jeunes non seulement une source de revenu mais aussi un facteur de dignité et de respect de soi. Les jeunes qui entrent sur le marché du travail avec des perspectives limitées, des compétences médiocres et une formation insuffisantes sont ceux qui courent le plus le risque d'être victimes du chômage de longue durée, d'être sous-employés ou d'occuper des emplois à faible salaire tout au long de leur vie de travailleurs, et de se trouver par conséquent en situation d'exclusion sociale. Par ailleurs, le chômage et le sous-emploi des jeunes peuvent contribuer à une forte incidence de la pauvreté<sup>7</sup>.

9. « S'ils ne prennent pas un bon départ sur le marché du travail, les jeunes sont moins en mesure de faire des choix susceptibles d'améliorer leurs perspectives d'emploi et celles de leurs futurs enfants. Cela perpétue d'une génération à l'autre un cycle qui les enferme dans le manque d'instruction, les emplois de faible productivité et la pauvreté au travail<sup>8</sup>. »

<sup>4</sup> Réseau global Action jeunesse, réponse à l'enquête en ligne de 2006 : <<http://groups.takingitglobal.org/Youthmigration>>.

<sup>5</sup> Réseau global Action jeunesse, réponse à l'enquête en ligne de 2006 : <<http://groups.takingitglobal.org/Youthmigration>>.

<sup>6</sup> Organisation des Nations Unies, *World Youth Report 2003: The Global Situation of Young People*, Youth Employment; 2004; p. 62.

<sup>7</sup> Organisation des Nations Unies, *World Youth Report 2003: The Global Situation of Young People*, Youth Employment; 2004; p. 67 et 68.

<sup>8</sup> OIT, *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes*, 2006; Avant-propos.

*Recommandations*

10. Il importe de concevoir des mesures ou programmes spéciaux pour répondre aux besoins des jeunes, et notamment de prendre les initiatives suivantes :

- Adopter des programmes en faveur des jeunes à l'échelle nationale et à l'échelle des collectivités, notamment en ce qui concerne l'enseignement non-scolaire et la formation professionnelle et la promotion des petites entreprises. Ce type d'initiatives pourrait être mené en partenariat avec les pouvoirs locaux et les organisations non gouvernementales puisque ceux-ci sont en contact direct avec les communautés locales. Des programmes de formation professionnelle ciblés peuvent permettre aux jeunes d'avoir accès à des emplois qualifiés. Toutefois, pour être efficaces, ils doivent faire suite à des études de marché approfondies car il faut s'assurer qu'il y a bien une demande dans le domaine de compétence visé et qu'il existe des possibilités d'emploi dans la filière. Ils doivent aussi être liés à des programmes de microfinancement pour permettre aux jeunes de lancer leur entreprise à l'issue de leur formation si tel est leur choix. Il est aussi important de mettre en œuvre des programmes de placement ou d'apprentissage pour assurer le succès des programmes de formation professionnelle.
- Organiser des assemblées de jeunes à l'échelon local pour leur permettre de participer au processus décisionnaire, par exemple des conseils locaux de jeunes investis de réels pouvoirs et disposant des ressources nécessaires pour financer leurs activités. Il serait ainsi possible d'assurer l'implication des jeunes dans la prise de décisions au niveau local.
- Inviter les jeunes à participer au développement et à l'évaluation des programmes pour l'enseignement, la formation ou l'emploi qui leur sont destinés.
- Impliquer les jeunes dans les stratégies pour la réduction de la pauvreté et les stratégies d'aide-pays, notamment les programmes visant les zones rurales et urbaines.
- Promouvoir des activités rémunératrices à l'intention des jeunes, grâce au microfinancement et à la formation à la création de petites entreprises, et encourager les coopératives de jeunes favorisant et appuyant les idées créatives et novatrices.
  - Rechercher des partenariats pour améliorer les possibilités d'emploi des jeunes et leur offrir des moyens de subsistance durables. Les jeunes doivent participer à l'établissement des plans d'action nationaux en faveur de l'emploi, et notamment de la promotion de l'esprit d'entreprise, grâce à une meilleure diffusion de l'information, à des activités de formation, à la mise à disposition de ressources et à des programmes de parrainage professionnel.
  - Promouvoir le volontariat chez les jeunes aux niveaux national et international, en mettant l'accent sur l'aide aux jeunes marginalisés et vulnérables pour leur permettre de trouver les moyens de satisfaire leurs besoins et de poursuivre leurs intérêts.

- Permettre aux jeunes de participer à la planification et à la mise en place d'un réseau pour l'emploi des jeunes afin d'empêcher qu'ils ne soient marginalisés ou ne sombre dans la pauvreté.
- Mettre l'accent sur les partenariats entre les gouvernements et la jeunesse, et notamment sur la participation des jeunes des pays les moins avancés, des pays en développement ou des pays développés aux conférences et forums internationaux en la qualité de délégués et représentants.
- Renforcer les initiatives de promotion de l'emploi des jeunes, comme le Réseau pour l'emploi des jeunes.
- Favoriser une croissance économique à forte intensité d'emplois, en particulier dans les secteurs de l'économie en expansion rapide. Les gouvernements pourraient mettre en place des mesures d'incitation à même de favoriser la croissance à forte intensité de main-d'œuvre en orientant les investissements vers les secteurs qui créent le plus d'emplois<sup>9</sup>.
- Offrir aux jeunes la possibilité « d'apprendre en travaillant » pour qu'ils puissent acquérir des compétences concrètes qu'ils pourraient utiliser dans un autre contexte et pour que les employeurs apprennent à connaître des jeunes qu'ils engageront peut-être à l'avenir.
- Les gouvernements devraient lancer des politiques et des initiatives de promotion de la croissance économique et de création d'emplois.

*Note :*

Les organisations non gouvernementales suivantes, dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, souscrivent à la déclaration qui précède : Conseil international des femmes juives, Dominican Leadership Conference, Fédération luthérienne mondiale, Fondation Elizabeth Seton, Frères de la Charité, Peace Worldwide, Réseau global Action jeunesse et Union internationale des sciences anthropologiques et ethnologiques.

---

<sup>9</sup> Organisation des Nations Unies, *World Youth Report 2003: The Global Situation of Young People*, Youth Employment; 2004; p. 62.